

copie p. information
M. Fremiot
Denis
Sarru
F
(J. Andrieu
et B. Rasmussen
sont déjà
destitués)

**Convention de mandat
relative à l'organisation et l'exploitation des locaux de
l'école nationale des ponts et chaussées
et l'école nationale des sciences géographiques**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'ETAT, MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DU
TOURISME, maître d'ouvrage de la construction des locaux
représenté par le directeur du personnel et des services
d'une part

ET

L'ETABLISSEMENT PUBLIC «ECOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES »,
représenté par son directeur, ci après désigné « le mandataire »
d'autre part

il a été convenu ce qui suit :

Article premier : Objet de la convention

L'Etat, ministère de l'équipement assure la maîtrise d'ouvrage des travaux de
construction des locaux de l'école nationale des ponts et chaussées et de l'école nationale des
sciences géographiques sis à Marne la Vallée, Cité Descartes dont la réception est prévue en
juillet 1996. Les bâtiments et installations seront remis en bien propre ou dotation à l'Institut
géographique national et à l'établissement public ENPC.

La présente convention a pour objet de confier au mandataire, qui l'accepte, le soin de
prendre toutes les dispositions permettant d'organiser et d'assurer la gestion et l'exploitation de
l'ensemble immobilier désigné ci-dessus durant la période débutant à la réception des ouvrages
et jusqu'à la remise du bien en pleine propriété ou en dotation.

Article 2 : Contenu de la mission du mandataire

La mission confiée au mandataire porte sur les éléments suivants :

- 1 - définitions des conditions administratives et techniques selon lesquelles
l'ouvrage sera géré et exploité,
- 2 - préparation des documents permettant de procéder aux consultations des
prestataires de services et des entreprises,

- 3 - établissement des dossiers nécessaires au choix des prestataires,
- 4 - désignation des titulaires des marchés correspondants,
- 5 - signature des différents contrats notamment de gestion, de livraison de fluide, de restauration, de prestations de service et de surveillance,
- 6 - gestion financière et comptable des opérations,
- 7 - actions en justice.

et, d'une manière générale, tous actes de nature à permettre l'exercice, dans ces locaux, des missions confiées à l'ENPC.

Article 3: Modalités de paiement

La participation du ministère de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme aux frais engagés à l'occasion de ces missions pour 1996 a été transféré à l'établissement ENPC en loi de finances initiale, à hauteur de 5,3 M.F.

Article 4: Achèvement de la mission

La mission du mandataire prend fin lors de la remise par le maître de l'ouvrage des bâtiments en pleine propriété ou en dotation. Les contrats passés dans le cadre de cette mission seront prorogés au profit de l'établissement public ENPC.

Article 5: Capacité d'ester en justice

Le mandataire pourra agir en justice pour le compte du ministère de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme jusqu'à l'achèvement de la mission, aussi bien en tant que demandeur que défendeur, pour les conflits qui relèvent de sa mission. Le mandataire informera le maître de l'ouvrage des actions qu'il pourrait engager.

Article 6: Litiges

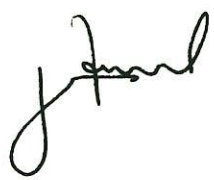

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de l'exécution de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Versailles.

Fait à Paris le **27 FEV. 1996**

Le Directeur du personnel et des services
ministère de l'équipement; du logement, des
transports et du tourisme


G. SANTEL
Le contrôleur financier du MELTT

Le directeur de l'établissement
public « ENPC »



Le Contrôleur Financier
Signé : B. VIÉ